

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le 18 mars 2015

POLE ADMINISTRATIF DES INSTALLATIONS CLASSEES
Réf : PAIC/CD

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Arrêté n° 2015077-0001

Société SCIERIE BETEMPS (BETEMPS BOIS) à Bonneville.
Non remise du dossier de mise en conformité et du
rapport de base ou de son justificatif de non remise.
Mise en demeure.

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et notamment son chapitre II ;

VU le code de l'environnement livre V et notamment la section 8 "installations visées à l'annexe I de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles" et ses articles L.515-28 à L.515-31 et R.515-58 à R.515-84 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de M. Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie;

VU l'arrêté préfectoral n° 98-1122 du 02 juin 1998, complété par l'arrêté préfectoral n° 2006-2875 du 07 décembre 2006, autorisant la société SCIERIE BETEMPS (BETEMPS BOIS) à exploiter un atelier de scierie sur la commune de Bonneville et comprenant notamment des installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois ;

VU la lettre du 12 novembre 2014 de l'inspection des installations classées donnant à la société SCIERIE BETEMPS (BETEMPS BOIS) acte du classement de son activité selon la rubrique principale 3700 et précisant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles ou documents BREF applicables ;

VU la lettre de relance du 23 janvier 2015 de l'inspection des installations classées demandant la remise du dossier de mise en conformité exigé par l'article R.515-82 du code de l'environnement ainsi que le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du dit code ou le mémoire justificatif pour les installations non soumises à rapport de base;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 04 mars 2015;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas tenu l'échéance du 07 janvier 2014 imposée par l'article R.515-82 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas répondu aux sollicitations de l'inspection des installations

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fourni au préfet les éléments permettant de statuer sur la conformité de son installation au document BREF de son secteur d'activité ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas fourni au préfet le rapport de base permettant d'établir, lors de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, si l'installation est à l'origine d'une pollution significative du sol et des eaux souterraines

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie;

A R R E T E

Article 1:

La Société SCIERIE BETEMPS (BETEMPS BOIS), dont le siège social est situé 110 rue des sarcelles -Z.I. des Bordets – 74 110 BONNEVILLE, est mise en demeure de transmettre au préfet, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté, le dossier de mise en conformité exigé par l'article R.515-82 du code de l'environnement ainsi que le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 ou le mémoire justificatif pour les installations non soumises à rapport de base pour son établissement situé au 110 rue des sarcelles -Z.I. des Bordets – 74 110 BONNEVILLE.

Article 2 :

En cas d'inobservation des dispositions fixées à l'article 1^{er} ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement pourront être appliquées, sans préjudice des sanctions pénales.

Article 3 :

Le présent arrêté sera notifié à la société SCIERIE BETEMPS (BETEMPS BOIS).

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à :

- monsieur le sous-préfet de Bonneville,
- monsieur le maire de Bonneville.

Pour ampliation,
La chef du pôle administratif
des installations classées,


Michèle ASSOUS

Pour le préfet,
Le secrétaire général,

Signé

Christophe NOËL du PAYRAT